

Gouvernance par données: la ville intelligente

Conférence de Teresa Scassa

Compte-rendu de Alisha Wilkinson et Marlon Bell Vila

Edité par Heather Buist, Rachel Everett-Fry et Astha Saxena

Le lundi 21 février 2019, le "Laboratoire de recherche interdisciplinaire sur les villes et les processus urbains contemporains", dirigé par le professeur Vincent Mirza, a accueilli la professeure Teresa Scassa pour une conférence intitulée 'Gouvernance par données: la ville intelligente'. Scassa est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit et politique de l'information, et professeure titulaire à la Faculté de droit (Common Law) de l'Université d'Ottawa. Lors de sa présentation, elle a parlé de la croissance des villes intelligentes au Canada et de l'importance de la gouvernance des données, en tenant compte des questions de confidentialité, de transparence, de propriété intellectuelle et de licence, d'engagement civique et de collaboration entre les secteurs public et privé.

Selon Scassa, les villes intelligentes sont généralement comprises comme des espaces urbains où la technologie et la collecte de données sont combinées avec des infrastructures et d'autres objets ordinaires, tels que des autobus, des compteurs d'énergie ou des *smartphones*. Ces espaces urbains visent à résoudre les problèmes sociaux, économiques et environnementaux en promouvant une gouvernance à médiation numérique et guidée par les données. Se basant sur des exemples canadiens, tels que les projets Waterfront Toronto & Quayside et Edmonton Open City, Scassa a expliqué comment les grandes quantités de données recueillies par les projets de villes intelligentes exigent un juste équilibre entre transparence et protection des informations personnelles des citoyens. Compte tenu de la multiplication des projets de villes intelligentes et de l'introduction continue de nouvelles technologies, ces projets évoluent constamment, ce qui nécessite une gouvernance responsable des données dès maintenant afin de protéger les droits des citoyens à l'avenir. De nombreux problèmes liés à la confidentialité et à la transparence découlent de la participation des secteurs public et privé dans les projets de villes intelligentes et concernent la localisation, la sécurité, la responsabilité et l'accès aux données. La relation entre les secteurs public et privé impliqués dans des projets de villes intelligentes pose des questions à tous les acteurs impliqués. Quand et comment commence la gouvernance des données? À quelles conditions les données doivent-elles être partagées? Qui sont les parties impliquées dans ces projets? En réponse à ces questions, Scassa a exploré divers modèles potentiels ou meilleures pratiques, notamment des *trusts* de données civiques, un fidéicommiss mis en place par les parties prenantes pour gérer l'information numérique et la gouvernance des villes.

Après la conférence, les participants ont posé des questions sur les thèmes de la confidentialité, de la propriété des données et des impacts plus larges des technologies intelligentes sur les espaces urbains et les résidents. Plus précisément, les questions portaient sur la façon dont les individus pourraient protéger leur vie privée dans les villes intelligentes, Scassa suggérant que

les contre-mesures individuelles sont limitées, et soulignant la nécessité de bonnes pratiques de gouvernance des données. En ce qui concerne la propriété des données, la discussion a été centrée sur les coûts de contrôle et de licence, ainsi que sur la propriété intellectuelle. Scassa a indiqué que l'une des préoccupations majeures des personnes impliquées dans les projets de villes intelligentes est de savoir comment faire en sorte que les secteurs privé et public gèrent de manière responsable le partage des données, compte tenu en particulier de la valeur économique de ces données. Enfin, l'impact de la technologie des villes intelligentes sur les résidents a également été abordé, notamment en ce qui concerne l'impact potentiel des changements technologiques sur les groupes vulnérables, tels que les sans-abri et les populations à faible revenu, qui n'ont pas accès à beaucoup de ces technologies. Les questions soulevées par Scassa étaient notamment les suivantes: quelles mesures les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral devraient-ils prendre pour promouvoir la gouvernance des données dans le cadre de projets de villes intelligentes? Quelles sont les contributions positives et les défis courants des projets de villes intelligentes ici au Canada? Comment la croissance des villes intelligentes au Canada affectera-t-elle les municipalités et les résidents urbains? Les entreprises ont-elles l'obligation de partager des données à l'intérieur des limites géographiques de leur collecte de données?

Plus d'informations sur les travaux de Teresa Scassa sont disponibles sur son site Web (<http://www.teresascassa.ca>). Si vous souhaitez en savoir plus sur les villes intelligentes et la gouvernance des données, consultez le projet Open Smart Cities d'Open North (<https://www.opennorth.ca/open-smart-cities-guide>) ou un guide MaRS sur les fidéicommiss de données civiques (<https://marsdd.gitbook.io/datatrust/>). En outre, pour ceux qui s'intéressent à la discrimination numérique en tant que problème social, Scassa recommande "Les algorithmes de l'oppression: comment les moteurs de recherche renforcent le racisme" de Safiya Umoja Noble.